

Christian de Montlibert

Centre de Recherches et d'Etudes en Sciences Sociales, Université Marc Bloch, Strasbourg

L'ANOMIE OU LA GUERRE DES CLASSES

L'analyse des structures sociales a été largement délaissée : avec les transformations des conflits propres au champ intellectuel en général et au champ des sciences sociales en particulier qui ont accompagné la dépréciation du marxisme, la critique généralisée du positivisme, et inversement, l'apologie de l'individu, la suprématie accordée à la rationalité intéressée, la curiosité pour les variations groupales, nombre de spécialistes des sciences sociales, en dehors de quelques uns - des sociologues sans doute « attardés », adeptes d'un « déterminisme dépassé », ou d'un « positivisme plat » - ont renoncé à étudier les dominations exercées par les dirigeants du monde économique et étatique. L'intensification du recrutement des sociologues et la diversification de leurs emplois, sont sans doute pour beaucoup dans les changements de leurs caractéristiques sociales et de leurs trajectoires qui sont au principe de ces prises de position. L'influence des médias qui, on le sait, tiennent une place importante dans le fonctionnement des champs intellectuels et dans les instances de consécration joue sans doute son rôle dans cette transformation des thèmes d'études. Aussi nombre de sociologues, après avoir été fascinés par les réfractations des miroirs identitaires, captivés par le jeu des interactions, séduits par les esquisses anthropologiques, se retrouvent-ils démunis face à un néolibéralisme qui, au fur et à mesure qu'il recrute des adeptes, transforme les institutions, change les systèmes de régulation, modifie radicalement les conditions et les possibilités d'existence. Avec le chômage, les emplois précaires, les difficultés de la sécurité sociale, la chute des effectifs syndicaux, les capitalistes qui préfèrent troquer le nom de patron pour celui d'entrepreneur, ce monde apparaît de plus en plus comme un monde « plein de bruits et de fureur », dont les explications s'avèrent les unes après les autres écrites par un idiot. Pour reprendre l'expression de Durkheim dans la « *Division du Travail social* » l'anomie - c'est à dire le manque de travail, la violence exercée par les dominants, les inégalités grandissantes et l'absence d'un droit à même de réguler les conflits - après

avoir été partiellement réduite par les luttes sociales et le développement d'un Etat social, s'étend à nouveau avec la guerre des classes.

Comme l'histoire, dont Durkheim affirmait, à juste titre, qu'elle pouvait mettre à jour l'inconscient social, permet de mieux saisir comment des intellectuels (encore que, comme l'a montré Christophe Charles, le mot n'ait guère de signification avant l'engagement en faveur de Dreyfus), à la fin, du XIXème siècle, ont pu s'engager dans une opposition à cette anomie et à cette guerre des classes et contribuer à élaborer l'idée d'un Etat de sécurité sociale¹, les sciences sociales, aujourd'hui, peuvent contribuer à la compréhension des raisons du délitement de l'Etat social et des conséquences qui s'en suivent.

On ne peut en effet comprendre les prises de position des sociologues, à la fin du XIXème siècle, que si l'on sait à quel point la bourgeoisie a cru quelques soixante ans plus tôt, face au développement d'une paupérisation menaçante, que la liberté d'entreprendre serait la solution miracle et, par conséquent, a interdit toute intervention étatique. Mais son adhésion au libéralisme n'a pas, loin de là, réduit une misère qui croissait en raison de la production industrielle². Il apparaît que la solution libérale, même adoucie par un paternalisme théorisé par Auguste Comte et Le Play, a échoué : l'expansion considérable du capitalisme industriel offre certes un grand nombre de postes de travail (lorsque la succession des crises économiques n'est pas trop rapide), mais à des salaires toujours inférieurs au coût de la vie³, aussi les révoltes

¹ Léon Bourgeois très inspiré, on le sait, par les thèses durkheimiennes, appelait à l'organisation d'une assurance solidaire de tous les citoyens contre l'ensemble des risques de la vie (maladies, accidents, chômeages involontaires, vieillesse), qui lui apparaissait comme la condition nécessaire au développement pacifique de toute société.

² Buret E., De la misère des classes laborieuses en France et en Angleterre, Paris, 1840.

³ Les délégués parisiens à l'exposition de Londres de 1862 déclarent que dans la carrosserie, par

(et leur répression) ne pouvaient laisser indifférent⁴.

La réflexion qu'ils menèrent et à laquelle Durkheim contribua largement tan[^]. à ses yeux, la sociologie avait une utilité sociale et agissait sur le monde dès lors qu'elle démêlait l'écheveau embrouillé des faits sociaux, contribua à légitimer l'idée que peut exister dans une société un pouvoir général qui rappelle à chacun des groupes dominants qu'il est, non pas le Tout, mais une partie du Tout et « qu'il ne doit pas retenir pour soi ce qui en principe appartient au Tout ». Ce pouvoir général ne pouvait être que celui d'un Etat garant des libertés individuelles contre les anciennes sujétions, fortement démocratique en permettant aux groupements représentant les intérêts des groupes dominés de se faire entendre, assurant grâce au droit la régulation des situations jusqu'alors laissées à la force, en somme « l'organe de la pensée sociale ». Les échecs des caisses de secours mutuel, les succès très limités des caisses d'épargne, le peu d'impact de l'assistance, l'insuffisance des premiers retraites, les méfaits des accidents de travail, l'obligation de soumission, la pauvreté des sans-emplois, en témoignant de l'impossibilité de répondre à l'insécurité sociale par des solutions individuelles et charitables amenèrent, on le sait, après des mouvements sociaux engagés dans des luttes, à la construction d'un Etat social qui, au demeurant est resté incomplet, insuffisant et le plus souvent bureaucratique⁵.

C'est cet Etat social, réducteur d'anomie puisque capable malgré ses limites, de régler l'activité économique en imposant l'intérêt général, que le néolibéralisme a entrepris de détruire systématiquement. C'est sans doute, parce que des agents qui se sont dévoués à sa diffusion dans le champ politique et dans le champ économique, ren-

contraient des forces structurelles propres à l'économie capitaliste que leur vision comptable du monde transcendée dans une « économie », a pu étendre son empire. Ces forces, reposent sur la financiarisation du capitalisme, avec le marché des « produits dérivés », la multiplication des prêts bancaires internationaux, les milliers de dollars des « fonds de pension » ou des actifs des investisseurs institutionnels, les destructions d'entreprises étrangères absorbées, le recyclage des profits industriels sur le marché spéculatifs...⁶ Mais ces forces n'ont été libérées qu'autant que les dirigeants des entreprises et plus largement de l'économie se convertissaient à cette nouvelle manière de voir, parce que les contraintes de leur position sociale les y conduisaient certes, mais surtout parce que les caractéristiques du champ économique en se modifiant, transformaient les caractéristiques sociales et scolaires des dirigeants. Dans ces conditions les finalités de l'entreprise étaient de plus en plus soumises à la logique de profit des actionnaires ce qui ne pouvait que contribuer à la transformation des instances de consécration dans le champ économique comme dans l'espace social. Il faut ajouter qu'en cela l'intervention des « experts » que les économistes proclament être, n'a pas été négligeable. S'appuyant sur des équations toujours plus sophistiquées, ils réussissent à faire passer les vessies de la comptabilité néo-libérale pour les lanternes du raisonnement économique : aussi le calcul est-il devenu d'un usage obligatoire, le raisonnement économique un mode de pensée tyrannique et le profit un impératif catégorique. Cette idéalisation qui accompagne l'extension du champ des pratiques économiques n'est pas seulement un fait de croyance limité à la subjectivité, mais bien au contraire soutient la mise en place d'institutions nouvelles qui codifient les pratiques et participe activement à la destruction des anciennes institutions, permettant ainsi aux dominants en se reconvertissant de maintenir leur position. Les dirigeants des entreprises industrielles et financières sont ainsi engagés dans des luttes considérables avec les agents du champ po-

exemple, l'ouvrier travaille environ 278 jours par an et gagne 1251 francs, alors que marié avec 2 enfants il doit dépenser 1698 francs 75 pour vivre.

⁴ Chamboredon J.C, Emile Durkheim : le social objet de science. Du moral au politique ? *Critique* A9S4.n°445-446

⁵ Castel R. *La métamorphose de la gestion sociale* Paris

⁶ Chesnais F. *La mondialisation du capital* Paris, Syros 1994

litico-étatique. Ils ont souvent le pouvoir d'obliger les Etats à démanteler le compromis fordien capital-travail sur lequel reposaient les relations entre les classes sociales. Il reste aux Etats, soumis à tous les chantages de délocalisation, à inventer de nouvelles formules pour imposer une discipline salariale. Ces nouvelles politiques contribuent à leur tour à renforcer la capacité du patronat à dominer l'organisation du travail, à exiger une « flexibilité » généralisée, à individualiser les relations salariales, à imposer des systèmes d'auto contrôle, sous la menace que permet l'existence d'une « armée de réserve » de chômeurs d'autant plus prête à accepter des concessions qu'elle est précarisée.

La revanche sur la perte de pouvoir, très relative, qu'avait connue le patronat dans les années 60-70, devient dès lors, possible. La multiplication des petites entreprises de « second rang », de filiales spécialisées ou de sous traitants n'est pas aussi nécessaire que les apôtres de la rationalisation de la production voudraient le laisser croire et répond surtout à la volonté de casser les col

lectifs organisés qui soutenaient la résistance salariale dans les grandes entreprises. Ces stratégies, dont le patronat italien terrorisé par « l'autunno caldo » a inventé les premières formes⁷ réussissent : le nombre de militants démoralisés et d'ouvriers désorganisés, sans appui collectif, en atteste. La société individualiste peut devenir la réalité : d'un côté des chômeurs, obligés d'accepter toutes les renoncations aux avantages et aux sécurités que l'Etat social avait inscrit dans les institutions, sont réduits à la docilité, de l'autre, l'individualisation de la relation salariale et la suprématie accordée à la « gestion de soi » induisent un surinvestissement dans le travail. La combinaison de ces deux dynamiques conduit à une sorte d'auto asservissement sur lequel les militants syndicaux, en proie il est vrai à une répression en hausse,⁸ n'ont pas toujours pris. Les collectifs s'en trouvent défaits, hâtant ainsi un peu plus l'institutionnalisation de mesures individualisantes. En somme l'anomie durkheimienne réapparaît, rendant plus probables les situations de guerre des classes.

⁷ Franzosi R., *The puzzle of strikes. Class and state strategies in postwar Italy.* 1995, Cambridge, Cambridge university press.

⁸ Selon une étude du Ministère de l'emploi et de la solidarité publiée le 7 mai 1999, 15 921 salariés protégés (délégués du personnel, délégués syndicaux) ont fait l'objet d'une demande de licenciement en 1997 soit 16% de plus qu'en 1996.